



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

personnel

Question écrite n° 35373

Texte de la question

M. Yves Deniaud demande à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité des explications sur le refus d'agrément de l'avenant 99-01 modifié, concernant la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les 2 200 établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux à but non lucratif. La FEHAP a négocié avec les partenaires sociaux un accord relatif à la réduction du temps de travail, s'inscrivant dans les objectifs de la loi 98-461 du 13 juin 1998, susceptible de trouver application dans les établissements cités plus haut, employant 148 000 salariés. Cet accord a essuyé un refus d'agrément entraînant celui des 750 accords recensés jusqu'à ce jour d'entreprises ou d'établissements. Il porte un coup fatal au dialogue social et précipite les personnels et leurs représentant dans une stratégie de conflit comme seule alternative à une négociation annulée par les pouvoirs publics. Il apparaît donc indispensable de trouver une issue positive à ce blocage. La persistance du refus engendrerait des dérapages budgétaires inévitables que les établissements ne pourraient que représenter sur leurs budgets. Aussi lui demande-t-il si elle entend reconsidérer son refus et agréer l'avenant n° 99-01 modifié.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a appelé l'attention de la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la décision prise le 5 août dernier de ne pas agréer l'accord RTT de la FEHAP. Suite à cette décision, les signataires de cet avenant - la FEHAP, ainsi que les organisations syndicales de salariés, la CFDT et la CFTC - ont formé des recours gracieux. A l'appui de son recours, la FEHAP a apporté des éléments nouveaux qui ont conduit à reconsidérer la décision prise initialement. En conséquence, il a été décidé d'agréer l'avenant du 2 février 1999 modifié dans la mesure où la FEHAP a défini clairement les principes devant prévaloir lors de la négociation des accords de réduction du temps de travail, et qu'elle s'est engagée à les porter à la connaissance de ses adhérents. Ainsi, et conformément à la logique qui sous-tend l'application de la loi du 13 juin 1998, les établissements ont admis la nécessité de tenir compte de la diversité des situations existantes dans le secteur social, médico-social et sanitaire, pour rechercher localement les modalités de la réduction du temps de travail les plus adaptées à la spécificité de chaque organisme, notamment en matière d'organisation du temps de travail. Les établissements pourront, dans le cadre de l'avenant du 2 février 1999 modifié qui ouvre la possibilité de déterminer localement la nature de la réduction du temps de travail, son ampleur et ses conséquences en terme d'emplois, mettre en oeuvre la réduction du temps de travail anticipée selon des scénari différents tenant compte de la situation sociale et économique de l'établissement ainsi que de ses perspectives d'évolution ; la réduction du temps de travail pourra être mise en oeuvre dans le cadre de la loi du 13 juin 1998 qui permet de créer des emplois mais aussi, le cas échéant, de les préserver, ou non. L'accord d'établissement, négocié selon ces principes, devra définir - localement - les conditions équilibrées d'application de la réduction du temps de travail, sans remettre en cause les équilibres financiers et les mutations en cours, notamment pour le secteur hospitalier à but non lucratif dans le cadre des schémas régionaux d'organisation sanitaire de deuxième génération. Compte tenu de ces dispositions, les établissements qui ont anticipé la conclusion de l'accord de réduction du temps de travail de la FEHAP, pourront, le cas échéant, être amenés à réviser le contenu des accords qu'ils ont conclus avant le

30 juin 1999. L'effectivité de ces engagements sera vérifiée lors de l'agrément des accords locaux et des décisions unilatérales de passage à 35 heures.

Données clés

Auteur : [M. Yves Deniaud](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 35373

Rubrique : Institutions sociales et médico-sociales

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 octobre 1999, page 5698

Réponse publiée le : 31 janvier 2000, page 707